

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6 place de la Pyrotechnie  
CS 70004  
18019 Bourges

Bourges, le 09/04/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/03/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**CASSIER SAS**

La Ballastière  
37700 Saint-Pierre-des-Corps

Références : /  
Code AIOT : 0010005636

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/03/2024 dans l'établissement CASSIER SAS implanté La Baronnière 18410 Brinon-sur-Sauldre. L'inspection a été annoncée le 26/02/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

-

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CASSIER SAS
- La Baronnière 18410 Brinon-sur-Sauldre

- Code AIOT : 0010005636
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS Entreprise CASSIER exploite une carrière de sables et graviers au lieu-dit "La Baronnière" sur les communes de Brinon-sur-Sauldre et Clémont ainsi qu'une installation de traitement et une station de transit de produits minéraux. L'exploitation de cette carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral n°2023-0737 du 22 mai 2023, pour une durée de 30 ans. La production moyenne autorisée est de 150 000 tonnes/an avec une production maximale autorisée est de 300 000 tonnes/an.

#### Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024
- Air
- AN24 Trackdéchets RNDTS
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Portée de l'autorisation et conditions générales	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 1.7.1	Demande d'action corrective	60 jours
4	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.9.1	Demande d'action corrective	60 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.1.4.1.1	Sans objet
3	Gestion de l'établissement	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.1.4.1.2	Sans objet
5	Dérogations aux mesures de protection de la faune et flore sauvage	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 9.2.1.1	Sans objet
6	Dérogations aux mesures de protection de la faune et flore sauvage	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 9.2.1.3	Sans objet
7	Défrichement	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 10.2	Sans objet
8	Prévention des	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	risques	article 7.5.6.2	
9	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 7.4.1	Sans objet
10	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 6.2.3	Sans objet
11	Déchets	Code de l'environnement du 27/03/2024, article R.541-45	Sans objet
12	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 7.3.1	Sans objet
13	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 7.7.2	Sans objet
14	Prévention des risques	Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 7.7.3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Portée de l'autorisation et conditions générales

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 1.7.1
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Montant des garanties financières
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...]</p> <p>Le montant de référence des garanties financières est établi conformément aux dispositions de l'annexe de l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation sur les installations classées.</p> <p>L'exploitation est menée en périodes quinquennales (annexe 3).</p> <p>A chaque période correspond un montant de référence de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclus la TVA). Le schéma d'exploitation et de remise en état en annexe présente les surfaces à exploiter et les modalités de remise en état pendant ces périodes.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 27 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté que le montant des garanties financières figurant sur l'acte de cautionnement ne correspond pas à celui indiqué dans l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023.</p> <p><b>[PdC n°1] Le montant des garanties financières n'a pas été actualisé par l'exploitant.</b></p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
<p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC N°1] formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 60jours

## N° 2 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.1.4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information des tiers
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 27 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a bien mis en place les panneaux d'information sur la voie d'accès au chantier. Ces panneaux comprennent toutes les informations requises.</p> <p><b>[PdC n°2] Conforme</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 3 : Gestion de l'établissement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.1.4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bornage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;</li> <li>• le cas échéant, des bornes de nivellement.</li> </ul> <p>Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 27 mars 2024, l'inspection des installations classées a consulté le plan d'exploitation daté du 30 novembre 2023 et a constaté que les bornes sont signalées sur le plan. L'inspection a constaté par échantillonnage, la présence effective de certaines bornes sur le terrain.</p> <p><b>[PdC n°3] Conforme</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 4 : Gestion de l'établissement

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 2.9.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bilans périodiques, suivi annuel d'exploitation et rapport annuel</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à sa superficie doit être dressé chaque année. Il est versé au registre d'exploitation de la carrière et fait apparaître notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, les noms des parcelles cadastrales concernées ainsi que le bornage ;</li> <li>• les bords de la fouille ;</li> <li>• les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état ;</li> <li>• l'emprise des infrastructures (installations de traitement et de lavage des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes ;</li> <li>• les éventuels piézomètres, cours d'eau et fossés limitrophes de la carrière ;</li> <li>• les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;</li> <li>• le positionnement des fronts ;</li> <li>• la position des ouvrages dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques ainsi que leur périmètre de protection.</li> </ul> <p>Les surfaces S1, S2 et L, des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remise en état, en eau...) sont consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières sont mentionnés et explicités.</p> <p>Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, la synthèse des contrôles périodiques effectués dans l'année (bruit, eau, etc.), les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation est annexé au plan sus- nommé.</p> <p>Ce plan et ses annexes sont transmis chaque année avant le 1er février (pour l'année N-1) à l'inspection des installations classées.</p> <p>Un exemplaire de ce plan est conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Ce plan doit être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées le rapport annuel ainsi que le plan orienté, avant la date du 1er février.</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection le plan d'exploitation daté du 30/11/23. L'inspection a consulté ce plan.</p> <p>L'exploitant a précisé que ces documents seront transmis à l'inspection vers le 31 mars 2024.</p> <p><b>[PdC n°4] Le plan orienté et le rapport annuel n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées avant le 1er février.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat [PdC N°4] formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 60jours</p>

#### N° 5 : Dérogations aux mesures de protection de la faune et flore sauvage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 9.2.1.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures d'évitement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Évitement de deux populations d'Hélianthème faux-alysson et d'habitats à chauve-souris:</p> <p>Sur les terrains de l'extension, la population d'Hélianthème faux-alysson est répartie sur deux principaux secteurs (au Nord-Est et au Sud-Ouest).</p> <p>Les noyaux principaux de populations de ces deux secteurs font l'objet d'une mesure d'évitement total, représentant une superficie de 1,9 ha environ, soit 90 % de la population de l'espèce (secteurs d'évitement 1 et 2 sur la carte jointe en annexe).</p> <p>Ces deux secteurs font l'objet d'un balisage par un écologue en début d'autorisation, en concertation avec le chef de carrière, puis d'une mise en défens, au plus près à 10 m des pieds. Il n'est pas édifié de merlon en bordure pour éviter l'installation d'espèces végétales indésirables sur les secteurs sauvegardés.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 27 mars 2024, l'inspection des installations classées a consulté le plan d'exploitation daté du 30 novembre 2023 et a constaté que les secteurs d'évitement des populations d'Hélianthème faux-alysson sont bien définis sur le plan. L'inspection a constaté que</p>

la zone d'évitement Nord-Est a fait l'objet d'un balisage. Aucun merlon n'a été édifié en bordure de ce secteur.
<b>[PdC n°5] Conforme</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

#### N° 6 : Dérogations aux mesures de protection de la faune et flore sauvage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 9.2.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures d'évitement
<b>Prescription contrôlée :</b>  Évitement de la haie buissonnante de la bordure Nord de l'extension:  La haie buissonnante (et partiellement arborée) entre la carrière actuelle et l'extension abrite un cortège caractéristique d'oiseaux des milieux agricoles semi-ouverts. On y observe plusieurs espèces patrimoniales (Bruant jaune, Chardonneret élégant, Linotte mélodieuse).  Elle est conservée en l'état, à l'exception d'une ouverture de 15 m pour le passage d'une piste et de la bande transporteuse.  Pour garantir l'intégrité de l'habitat et son bon état sanitaire, aucun dépôt de matériaux n'est réalisé à moins de 3 m du pied de la haie.
<b>Constats :</b>  Lors de la visite du 27 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté que la haie entre la carrière actuelle et l'extension est conservée en l'état, à l'exception d'une ouverture d'environ 15 m pour le passage d'une piste et de la bande transporteuse. L'inspection a constaté qu'aucun dépôt de matériaux n'est réalisé à moins de 3 m du pied de la haie.
<b>[PdC n°6] Conforme</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
-
<b>Type de suites proposées : Sans suite</b>

#### N° 7 : Défrichement

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 10.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Echéancier du défrichement



<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Phase de défrichement : 1  Surface concernée en m2 : 32870  Période quinquennale d'extraction correspondante - échéance par rapport à la date du présent arrêté : T0 début de la première phase quinquennale.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que le défrichement est en cours de réalisation sur la première phase conformément à l'arrêté préfectoral du 22 mai 2023.</p> <p><b>[PdC n°7] Conforme</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 8 : Prévention des risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 7.5.6.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ravitaillement, stationnement et entretien des engins de chantier-Air fixe</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ravitaillement, le stationnement des engins de chantier sur pneus (en heure non ouvrable), et l'entretien courant des engins de chantier sur pneus, sont réalisés sur une aire étanche reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Ces eaux sont acheminées vers un déshuileur, dont le dimensionnement est adapté à la surface de l'aire de stationnement, au nombre d'engins stationnés (capacité des réservoirs) et à la météorologie locale. Les eaux en sortie sont dirigées vers un regard réservé aux analyses, avant rejet au milieu naturel.  [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 27 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté la présence d'une aire étanche reliée à un séparateur à hydrocarbures. Ce dispositif est suffisamment dimensionné.  L'exploitant a indiqué à l'inspection que la vidange du séparateur à hydrocarbures a été réalisé le 2 mai 2023 par la société Meyer de Pouilly les Giens (BSD-20230420-J85DTJ336).</p> <p><b>[PdC n°8] Conforme</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p>

-
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 9 : Prévention des risques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 7.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle des installations électriques réalisé le 17 mai 2023 par la société APAVE. L'inspection a consulté le rapport et a constaté que 8 non-conformités ont été relevées. L'ensemble de ces non-conformités a été résorbé le 14 juin 2023 par la société MLE de St Pierre les Etieux.</p> <p><b>[PdC n°9] Conforme</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 10 : Prévention des nuisances sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 6.2.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures périodiques des niveaux sonores
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation (concasseur supplémentaire) puis tous les trois ans. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.</p>

<p>Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.</p> <p>Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 27 mars 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées que le concasseur supplémentaire n'a pas encore été mis en service, cela est envisagé pour la fin de l'année 2024.</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection le rapport de mesures des émissions sonores effectuées le 23 juin 2023 par la société Geoscop, organisme qualifié. L'inspection a consulté le rapport et a constaté que les mesures ont été réalisées dans des conditions représentatives et les résultats sont conformes.</p> <p><b>[PdC n°10] Conforme</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 11 : Déchets

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/03/2024, article R.541-45</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2024, Traçabilité des déchets - utilisation de Trackdéchets</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 27 mars 2024, l'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées utiliser l'application "Trackdéchets" pour le suivi des déchets dangereux générés par les activités sur son site.</p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant utilise l'application "Trackdéchets".</p> <p>L'exploitant a remis à l'inspection un récépissé Trackdéchets (bordereau de suivi de déchets</p>

dangereux, réf : BSD-20230420-J85DTJ336 du 2 mai 2023 annexé au bordereau BSD- 20231121-XFCQD80BF relatif à des déchets liquides (Hydrocarbures, 13 05 07\*).

[PdC n°11] Conforme

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 12 : Prévention des risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 7.3.1

**Thème(s) :** Actions nationales 2024, Accessibilité et intervention des services de secours

**Prescription contrôlée :**

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

**Constats :**

Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté que le site dispose en permanence d'un accès suffisamment dimensionné pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

L'inspection a constaté que les véhicules d'exploitation sont stationnés sur une aire spécifique sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours.

[PdC n°12] Conforme

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 13 : Prévention des risques

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 7.7.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention

**Prescription contrôlée :**

<p>Les équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.</p> <p>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie sont vérifiés périodiquement selon les référentiels en vigueur. L'exploitant doit fixer les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.</p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'exploitant a remis à l'inspection des installations classées le rapport de contrôle des moyens d'intervention réalisé le 27 avril 2023 par la société Damien Incendie de St-Roch (37). L'inspection a consulté le rapport et a constaté qu'aucune non-conformité n'a été relevée.</p> <p>Le site dispose de 12 extincteurs répartis sur l'ensemble des installations. Six extincteurs sont disposés dans les engins présents sur le site.</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une formation à l'utilisation du matériel a été effectuée le 27 avril 2023 pour l'ensemble du personnel. L'inspection a consulté le rapport de formation.</p> <p><b>[PdC n°13] Conforme</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 14 : Prévention des risques

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/05/2023, article 7.7.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Ressources en eau et mousse</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un point de pompage dans le plan d'eau facilement accessible des services de secours est aménagé,</li> <li>- des extincteurs en nombre et en qualité, adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets, et des installations de traitement des matériaux.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 27 mars 2024, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie (18 extincteurs répartis sur l'ensemble du site et des engins). Ces moyens sont judicieusement répartis.</p>

L'inspection a constaté que le plan d'eau est facilement accessible par les services de secours pour permettre un pompage de l'eau. Par échantillonnage, l'inspection a procédé au contrôle de quelques extincteurs (n°1 et 2 au local de pesée). Aucune non-conformité n'a été relevée.

**[PdC n°14] Conforme**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

-

**Type de suites proposées : Sans suite**